

Il est malheureux, monsieur le président, qu'on accorde une importance disproportionnée à des mouvements qui, en réalité, ne représentent pas autre chose qu'une infime minorité. Je n'ai pas peur d'affirmer que, dans la province de Québec, l'opinion majoritaire, et fortement majoritaire, est à l'effet que l'unité canadienne vaut son prix et doit être respectée.

Je profiterai également de cette digression pour dire que si M. René Lévesque se présente séparatiste dans le Québec, il sera battu et battu, et je ne crains pas de l'affirmer. Cependant, s'il y a des problèmes qui sont soulevés dans le Québec, ce n'est pas René Lévesque qui va parler au nom de Québec. Il y a une députation fédérale ici; il y a 58 députés libéraux du Québec qui représentent l'opinion du Québec mieux qu'un démagogue comme René Lévesque. Cependant, s'il y a des problèmes, c'est parce qu'en réalité on constate une certaine carence dans l'idéal canadien qui devrait exister. Il y a en effet presque une absence d'idéal canadien. Et, si cela existe, c'est parce qu'on a négligé de canadieniser nos institutions.

Lorsque le premier ministre (M. Pearson) a fait adopter le drapeau en 1964, c'était un pas en avant et, à ce moment-là, on canadianisait nos institutions, on fortifiait l'idéal canadien et l'on demandait à tous les Canadiens de s'unir autour d'un symbole dont ils sont fiers et qu'ils voient aujourd'hui arboré à l'Expo universelle. Quelle humiliation c'eût été si en 1967, lors de l'Expo universelle, monsieur le président, alors que des milliers et des centaines de milliers de gens viennent de l'étranger, nous n'avions pas eu ce symbole distinctif qui est là pour affirmer l'unité canadienne.

Canadianisons nos institutions. C'est l'objet de la question que je pose ce soir. Je demande au gouvernement, ou à son porte-parole autorisé, s'il n'y aurait pas lieu de convoquer une conférence de tous les pays du Commonwealth et de faire en sorte que l'appellation de «sujet britannique» qui est là et qui marque toute la majorité des citoyens canadiens, si cette appellation-là ne pourrait pas être modifiée dans le respect de l'homme et avec le consentement de tous les pays du Commonwealth.

Le Canada veut et doit rester à l'intérieur du Commonwealth, association économique et politique de nations réunies sous le symbole de la Couronne britannique. Rien ne répugne à cela, mais que les Canadiens, fiers d'être Canadiens, soient encore sujets britanniques, il y a lieu de réfléchir et de demander si une conférence du Commonwealth ne pourrait pas envisager la possibilité de modifier un tel statut et tout cela dans un élan de canadianisation, monsieur le président. Autrefois, on parlait du *British Commonwealth*; aujourd'hui,

[M. Choquette.]

d'hui, on appelle cela le *Commonwealth of Nations*. Et, rien ne s'opposerait à ce que la Couronne britannique continue à présider sur cette association. Mais, quand même, que tous les pays qui font partie de cette association-là puissent également dire que les citoyens de ces pays-là ne sont plus des sujets, mais bien des citoyens.

C'est la raison pour laquelle je fais un appel aux autorités gouvernementales pour voir dans quelle mesure elles ne pourraient pas stimuler une belle initiative, demander la convocation ou suggérer la convocation d'une conférence du Commonwealth et demander à tous les représentants des pays du Commonwealth de faire en sorte que nous soyons des citoyens de chacune des nations respectives qui composent le Commonwealth et de mettre de côté l'appellation «sujet» afin de créer un meilleur esprit d'unité canadienne, ce pourquoi nous serons prêts à nous battre contre des gens comme René Lévesque qui ne cherche pas autre chose qu'à créer le désarroi pour satisfaire ses ambitions égocentriques.

● (10.10 p.m.)

[Traduction]

**M. J. A. Byrne (secrétaire parlementaire du ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, si je répétais mes compliments d'hier soir au député de Lotbinière (M. Choquette), on croirait peut-être que nous sommes membres d'une société d'admiration mutuelle.

**M. Knowles:** N'est-ce pas le cas?

**M. Byrne:** Il va sans dire que l'énergique et jeune député de Lotbinière a en effet des talents variés et qu'il est bien renseigné sur de nombreux sujets. Il en a présenté un nouveau ce soir, qui ne se rattache pas directement à la question qu'on lui a posée le 4 juillet 1967.

Quant à moi, je ne me sens pas la compétence voulue pour commenter la position relative des partis politiques au Québec. Plus particulièrement, je n'ai pas qualité pour parler de M. René Lévesque pas plus d'ailleurs que je ne m'intéresse à ce que M. René Lévesque estime être favorable aux intérêts du Québec. Ce que j'ai entendu, me permet d'affirmer que je ne pense pas comme lui.

L'honorable député a soulevé une question intéressante. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin) et son adjoint parlementaire assistent aux séances de l'ONU; tous deux auraient voulu entendre ce que l'honorable député a dit, et je le leur ferai savoir avec plaisir. Je dirai que, pour le moment, on ne projette pas de convoquer les premiers ministres du Commonwealth à une conférence dans un avenir rapproché.